

Vœu d'urgence de Jean PICART

Séance du Conseil Général du 17 novembre 2011

Après la rixe mortelle du 20 octobre dernier à ETAIN, je tiens à intervenir sur les conditions de sécurité dans la ville et sur le territoire de la Codecom.

La Ville et la Codecom assurent au mieux la prévention. Nos deux collectivités ont bien l'intention d'améliorer cette politique en place depuis longtemps.

Nous avons créé un comité intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPD) le 17 juin 2009. Il s'est régulièrement réuni depuis cette date en présence de nos partenaires et notamment Monsieur le Sous-Préfet et Monsieur le Procureur de la République de Verdun, ainsi que les responsables de la gendarmerie.

Mais notre politique de prévention a ses limites. Il serait absurde d'analyser la délinquance indépendamment de la Société dans laquelle elle se développe ; toutes les études démontrent en effet le lien étroit entre délinquance et chômage des jeunes.

Les Elus souhaitent améliorer les liens avec les services concernés du Conseil Général pour un renforcement de nos actions en direction des familles qui posent problème.

Nous n'oublions surtout pas le rôle de la gendarmerie et de la justice. Aujourd'hui, comparé à 2005, nous avons moins d'effectifs, moins d'Officiers de Police Judiciaire dans la gendarmerie et la justice.

Notre Communauté de Brigades créée en 2002 regroupe trois cantons Spincourt, Etain et Fresnes en Woëvre (84 communes). Le territoire desservi par la gendarmerie est bien trop grand. Un exemple : quand des citoyens signalent la présence de malfrats dans une commune et que notre brigade n'est pas de service, celle de Bouligny ou Fresnes intervient une demi-heure plus tard. On voit bien la conséquence des distances à parcourir...

En 2002, comme d'autres Elus, j'ai émis des réserves à cette création en proposant le regroupement des brigades de Bouligny et Piennes toutes proches, afin de limiter le territoire de notre COB. Je n'ai pas été entendu.

Je crois qu'il y a lieu de réfléchir dans ce but à une nouvelle organisation territoriale de la gendarmerie, en lien étroit avec les Elus.

Je n'oublie pas les 9000 postes supprimés dans la gendarmerie et la police en trois ans, ni le mouvement du printemps dernier dans la justice, qui elle aussi, manque de moyens.

Un non remplacement d'un retraité sur deux n'est vraiment pas la solution dans les zones rurales. C'est ce qu'on appelle RGPP, comme dans nos écoles et la santé.

C'est pourquoi, je souhaite vivement des moyens humains supplémentaires dans la gendarmerie et la justice afin que nous n'attendions pas douze à dix huit mois pour la réponse pénale. Je sollicite un réexamen du territoire desservi par la Communauté de Brigades d'ETAIN.

Jean PICART